Déclaration du Représentant de l'État du Qatar

Nous sommes heureux de nous joindre à vous à l'occasion de cet important événement international qu'est la quarante deuxième session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole. La large participation des États membres du FIDA est un témoignage clair de notre volonté et des efforts conjoints que nous déployons pour atteindre nos objectifs communs que sont l'élimination de la pauvreté, de la faim et de la sous-nutrition, et l'aide aux pauvres et aux pays les moins avancés et à faible revenu. L'heure est venue pour nous de répondre aux aspirations et aux espoirs des populations pauvres qui souffrent depuis longtemps de la faim et de l'insécurité alimentaire.

Le monde a connu au cours des dernières décennies des changements fondamentaux. Les nations sont devenues plus interdépendantes du fait de la mondialisation et de l'enchevêtrement des questions qui se posent à la communauté internationale. Il nous faut donc adopter une nouvelle vision globale qui nous permette à nous tous de relever les défis de façon plus efficace. Cette nouvelle vision doit trouver un équilibre entre les besoins de sécurité et les besoins de développement, qui sont étroitement liés étant donné que la paix et la sécurité internationales dépendent de la sécurité alimentaire mondiale. La sécurité collective ne saurait donc être obtenue tant que la pauvreté menace un nombre croissant de personnes dans différentes régions du monde. Les vagues de migration contrainte en provenance des pays pauvres, les moins avancés et à faible revenu continueront donc à poser des problèmes qui nous obligeront à accroître notre coopération et à continuer à donner la priorité absolue à la lutte contre la pauvreté et la sous-nutrition.

Le Conseil des gouverneurs est l'organe suprême du FIDA. Il se compose de tous les États membres du FIDA. Nous devrions tous nous rappeler que le Fonds a été créé en 1977 principalement pour réduire la pauvreté, accroître l'emploi dans les zones rurales, aider les populations rurales victimes d'extrême pauvreté et de sous-alimentation, et établir des projets destinés à éliminer la faim et la malnutrition, et à améliorer la qualité de vie et les revenus dans les régions en développement.

Le FIDA a joué, au fil des décennies, un rôle déterminant dans nombre de développements et réalisations, tels que l'exécution de projets visant l'entretien de réseaux étendus de routes rurales, la transformation en terres agricoles de vastes superficies de terres arides, la formation des populations rurales aux méthodes agricoles modernes, le soutien et le développement des entreprises agricoles, et la commercialisation et l'exportation des produits agricoles.

La concentration du FIDA sur le développement rural est devenue essentielle face à l'ampleur sans précédent des migrations, des conflits régionaux et des changements climatiques, qui font que 815 millions de personnes dans le monde souffrent de la pauvreté, de la faim, et de la sous-alimentation, et n'ont d'autre choix que la migration. Il est donc nécessaire de s'attaquer aux racines du problème et de garantir à chaque être humain le droit à la nourriture.

Au fil des ans, l'État du Qatar a noué avec le FIDA des partenariats réussis et fructueux sous la forme d'initiatives humanitaires, de contributions et de projets de développement exécutés par le Fonds dans un grand nombre des pays pauvres, moins avancés et à faible revenu.

L'État du Qatar travaille intensément et de façon permanente avec le Fonds pour aider celui-ci à atteindre ses nobles buts que sont l'élimination de la faim et la gestion durable des ressources naturelles.

L'État du Qatar contribue à la mobilisation des ressources financières du Fonds et apporte à celui-ci son concours technique dans ses travaux, plans et activités sur le terrain. Il est membre du Conseil d'administration du Fonds, et il applique et suit

constamment ses politiques générales, et gère et évalue ses ressources et ses projets de développement.

Depuis le 5 juin 2017, le Qatar est l'objet d'un boycottage injuste. Ce boycottage a été déclaré sur la base de prétextes et de prétentions, dont le caractère fallacieux s'est révélé au vu des événements, des faits et de l'histoire. Les pays boycotteurs ont persisté dans leurs allégations et leurs arguments spécieux. Ils continuent leur campagne contre le Qatar sans rechercher de solution pour s'extirper de la situation dans laquelle ils se sont embourbés. Ils ne proposent rien de neuf et savent pertinemment que leur campagne contre le Qatar n'a rien à voir avec les accusations qu'ils ont portées à son encontre.

Les pays boycotteurs ont utilisé toutes leurs ressources, instruments et agences pour nuire au Qatar et tenter d'imposer leur autorité sur lui et sur sa souveraineté. L'opinion publique internationale en est bien consciente, comme le prouve le fait que le Qatar coopère avec les principales grandes puissances et autres pays amicaux, et entretient avec eux d'excellentes relations qui sont maintenant encore meilleures qu'avant l'injuste boycottage.

Une fois encore, les pays boycotteurs n'avaient pas mesuré la volonté du peuple qatari, qui s'est uni derrière ses sages dirigeants politiques pour faire face à cette crise qu'ils ont créée. Ces pays continuent à répandre contrevérités, mensonges et tromperies dans une tentative visant à saper notre économie, notre monnaie et notre croissance, et à entraver sans succès nos plans de développement dans différents domaines. La crise créée par cet injuste boycottage nous a fourni l'occasion de découvrir les profondes réserves de force et d'habileté de la société qatarie, source et objet de nos priorités.

Les actions perpétrées dans la région par les pays boycotteurs font peser une grave menace sur la sécurité alimentaire en nuisant au développement agricole, aux ressources animales et au commerce des produits alimentaires et des marchandises d'origine agricole entre les pays de la région, avec des conséquences encore inconnues.

Les pays boycotteurs ont commis des actes illégaux, violé les valeurs et les usages, et porté atteinte aux intérêts. Ils continuent à se soustraire à une solution fondée sur le respect mutuel. Nous demandons au FIDA, que le Qatar a contribué à fonder en 1977, d'intégrer dans ses programmes et politiques courants les risques que font courir à la sécurité alimentaire mondiale le boycottage injuste et arbitraire du Qatar et ses nombreux effets délétères.

De nombreuses questions sont examinées et décidées lors des sessions du Conseil d'administration. Mais nous devons aussi savoir que le FIDA travaille dans un environnement mondial en mutation qui exige un plus grand discernement et un vaste soutien généreux pour que la reconstitution de ses ressources financières soit assurée de manière à permettre la réalisation des objectifs qui ont présidé à sa création.

Pour conclure, j'espère que nos réunions aboutiront à des décisions appropriées qui contribueront à la réduction de la pauvreté, de la faim et de la sous-alimentation pour des millions de personne de notre monde.